



PUBLIEZ CE QUE
VOUS PAYEZ

Appel du Conseil mondial

22 juin 2020

Campagne sur la divulgation des contrats

Procès-verbal

Participants

Membres du Conseil Mondial :

Adnan Bahiya, Irak (MENA) AB

Athayde Motta, Brésil (Amérique latine) AM

Chadwick Llanos, Philippines (Asie-Pacifique) CL

Chenai Mukumba, Zambie (Afrique anglophone) (présidente) CM

Dupleix Kuenzob, Cameroun (représentant du CPA) DK

Isabel Munilla, États-Unis (Portée mondiale) IM

Joe Williams, Royaume-Uni (Portée mondiale) JW

Mariatou Amadou, Niger (Afrique francophone) MA

Miles Litvinoff, Royaume-Uni (Europe et Amérique du Nord) ML

Olena Pavlenko, Ukraine (Eurasie) OP

Secrétariat :

Elisa Peter, directrice exécutive EP

Stephanie Rochford, directrice de l'engagement des membres SR

Eric Bisil, coordinateur régional, Afrique centrale francophone

Invités :

Diarmid O'Sullivan, consultant

Joe Bardwell, nouveau directeur des communications stratégiques et campagnes de PCQVP

Actions

- Le secrétariat mettra à jour la note conceptuelle de campagne pour y intégrer les retours de cette réunion.
- Le Conseil mondial débattrait de l'éventuelle ouverture de certaines de ses réunions à des observateurs (membres de PCQVP, personnel du secrétariat) et de comment procéder.
- Le secrétariat fera circuler un sondage Doodle à propos des dates des appels du Conseil mondial en juillet (cadre relatif à l'espace civique) et en septembre (transition énergétique).

Procès-verbal



PUBLIEZ CE QUE
VOUS PAYEZ

CM a accueilli les membres du Conseil mondial et deux invités à cet appel mensuel du Conseil mondial consacré à la divulgation des contrats.

EP a observé qu'il s'agissait d'une conversation initiale et d'un échange d'idées à propos de la campagne sur la divulgation des contrats, celle-ci ayant été identifiée comme une priorité du plan opérationnel du secrétariat fin 2019. EP a présenté les deux invités : Diarmid O'Sullivan (le consultant ayant préparé l'ébauche de note conceptuelle de la campagne) et Joe Bardwell (qui rejoindra le secrétariat de PCQVP en septembre au poste de responsable des campagnes et des communications stratégiques). EP a observé que la création du poste de responsable des communications et des campagnes stratégiques découlait directement des conclusions de l'examen des enseignements de la mise en œuvre du plan d'activités 2016–2018, ainsi que de la réorientation des activités du secrétariat en faveur de l'impact du réseau plutôt que de la santé du réseau.

DOS a présenté les motivations ainsi que les objectifs proposés de la campagne mondiale de PCQVP pour la transparence des contrats, puis les éventuels indicateurs de succès, le calendrier proposé et quelques suggestions à propos du rôle spécifique que le secrétariat de PCQVP devrait endosser, y compris l'élaboration et la diffusion de ressources de plaidoyer de communication, et éventuellement l'utilisation de la campagne pour favoriser des approches conjointes de la collecte de fonds. Le Conseil mondial a été invité à réfléchir au rôle qu'il pourrait lui-même jouer.

OP a proposé qu'il y ait une phase de préparation avant le lancement afin d'**identifier où les plus grands efforts seront requis**, ce qui permettra de mieux affecter les ressources par la suite. OP a observé que les législateurs de nombreux pays apprécient les exemples de meilleures pratiques venus d'ailleurs (y compris pour illustrer ce qui est possible), étant donné qu'ils n'ont souvent pas les capacités pour consacrer suffisamment de temps à se familiariser avec une question technique.

CL a recommandé de procéder à une analyse rigoureuse de la **tendance au verrouillage de l'espace civique** et au manque de participation dans le contexte de la transparence des contrats, pour nous assurer de travailler avec réactivité face ce contexte. Il faudra donc procéder à une analyse politique des actions possibles selon les différents contextes. IM a souligné à quel point il était important de clarifier ce que nous entendons par « contrat » et quels types de documents devront être divulgués, en précisant qu'à cet égard, les coalitions nationales auront des priorités différentes.

JW a précisé qu'il était important de **mettre en valeur la pertinence de la transparence des contrats**, et que mettre en avant la simple mise en œuvre de l'ITIE n'était pas suffisant. La campagne doit plutôt être cadrée dans un contexte plus large et plus actuel, y compris par rapport à la Covid-19. JW a également mis en lumière la discussion tenue lors de la récente réunion du conseil d'administration international de l'ITIE à propos de la préparation des pays de mise en œuvre à satisfaire les exigences de la norme : le conseil d'administration de l'ITIE a convenu d'adopter une approche souple vis-à-vis de l'exigence 4.2 (divulgation des contrats) pour permettre davantage de flexibilité dans sa mise en œuvre et dans sa validation (au vu des retards dus à la Covid-19 et au



PUBLIEZ CE QUE
VOUS PAYEZ

sentiment général que de nombreux pays de mise en œuvre de l'ITIE ne seront pas prêts à temps pour satisfaire cette exigence).

JW a également proposé d'étudier comment relier les **lois nationales** à la mise en œuvre de la norme afin de rester centré sur la réforme des politiques et de la gouvernance au niveau national. Il a aussi suggéré d'identifier quelques **exemples emblématiques** illustrant l'impact négatif de l'opacité des contrats sur les citoyens des pays riches en ressources. Par ailleurs, JW a observé que le calendrier était **ambitieux** et souligné que la validation des pays vis-à-vis de la norme 2019 ne se fera pas avant plusieurs années, ce qui pourrait nous permettre de définir un calendrier à plus longue échéance. NRCI est prête et disposée à soutenir la mise en œuvre de la campagne dans ses pays prioritaires (Ghana, Guinée, Mexique, Mongolie, Myanmar, Nigeria, Ouganda, RDC et Tanzanie).

AM a signalé son accord avec les commentaires d'OP et CL pour que nous nous dotions d'une **solide base de référence** pour comprendre où nous en sommes aujourd'hui en matière de divulgation des contrats et quels objectifs nous souhaitons atteindre. La campagne doit être cadrée de manière à évoquer la réalité sur le terrain des personnes impactées par le secteur. Notre approche doit également tenir compte du point de départ des différents pays, dont certains partent de zéro.

IM a soulevé la question des opportunités de se concentrer sur le **plaidoyer auprès des entreprises**, ainsi qu'auprès des autorités publiques, notamment parce que les entreprises doivent faire preuve de réactivité dans la situation provoquée actuellement par la pandémie parce que la plupart des opportunités de campagne seront sur des plates-formes en ligne. IM a ensuite fait le lien entre ces opportunités et la campagne plus globale en faveur de la justice climatique, qui est également un élément du programme de travail émergent de PCQVP. Enfin, IM a précisé qu'il fallait faire preuve de créativité dans nos approches puisque, dans certains cas, des lois ne seraient pas forcément nécessaires.

MA a évoqué le rôle des bailleurs et des institutions financières internationales (IFI) et la nécessité d'en tenir compte dans notre approche des plaidoyers, y compris pour garantir la mise en œuvre de politiques déjà en vigueur mais appliquées de manière fragmentaire. IM a observé qu'il nous fallait définir plus clairement la théorie de changement qui sous-tend la campagne, notamment en démontrant les liens entre la campagne auprès des entreprises et la campagne politique, et a souligné **le rôle politique des IFI qui influencent tant les politiques auprès des entreprises que les politiques publiques** (en lien notamment avec l'endettement et les plans de relance qui en découlent). OP a également souligné l'importance de leur rôle, et du besoin de le prendre en compte dans notre campagne. MA est revenue sur l'importance des points soulevés à propos de l'espace civique.

EP a expliqué que même si les fonds alloués à la campagne sont limités pour 2020 et que l'investissement dans un membre du personnel à plein temps est élevé, cette personne dirigera la campagne. C'est la date de la réunion du conseil d'administration international de l'ITIE au T3 qui a initialement influencé ce calendrier, mais il demeure très flexible si le Conseil mondial estime qu'un



PUBLIEZ CE QUE
VOUS PAYEZ

calendrier différent pourrait s'avérer plus adapté, y compris en donnant davantage de temps pour lever des fonds.

AB a observé qu'il était important de dialoguer avec les médias pour renforcer le message, en partie dans les régions où l'OPEP joue un rôle de premier plan pour définir les quantités produites et les prix.

EP a expliqué que le secrétariat s'engageait à jouer un rôle de coordination centrale, à développer les messages et les produits de communication, et à soutenir la phase de préparation ; elle a précisé que le plaidoyer lui-même sera dirigé par les coalitions nationales, ainsi que par les autres membres du mouvement ayant un rôle spécifique, par exemple les membres du conseil international de l'ITIE issus de la société civile. JW a observé toutefois que, pour le secrétariat, certaines occasions se présenteront fort probablement de remplir en partie ce rôle de plaidoyer, étant donné le niveau d'information auquel il aura accès dans son rôle de coordination.

ML a noté que même si PCQVP Royaume-Uni n'a peut-être pas la capacité cette année d'être une coalition championne, le Royaume-Uni pourrait être un exemple de réussite générale en matière de transparence des contrats. Il a approuvé les propositions pour une enquête de référence et pour prolonger le calendrier de la campagne.

Le CM a noté que la région ESA soutenait une telle campagne et que certains membres avaient déjà exprimé leur intérêt à participer à la campagne. Un autre problème important était qu'il devait y avoir une divulgation continue des contrats et des modifications car les modifications se produisent tout au long de la durée du contrat. En outre, il est important que la coalition réfléchisse à la signification des contrats et aux autres documents qui seraient publiés au sens large, mais il serait bien qu'à l'avenir nous puissions apporter plus de précision car ce qui pourrait être pertinent pour les communautés locales pourrait être différent des besoins des autres acteurs.

IM a ajouté qu'Oxfam pouvait aider à identifier les entreprises, en particulier là où les entreprises sympathisantes de l'ITIE déploient leurs activités aussi bien dans des pays de l'ITIE que dans des pays ne soutenant pas l'ITIE. Cette stratégie pourrait s'avérer particulièrement intéressante pour les pays où la transparence des contrats est une question relativement nouvelle.

IM a passé en revue les points de consensus :

- Engagement personnel des membres du Conseil mondial en faveur de cette priorité stratégique et de la campagne
- Faire avancer la campagne
- Entreprendre davantage de travail de préparation, y compris des recherches sur des données de référence
- Prendre le temps d'attirer davantage de ressources financières
- Réfléchir profondément aux objectifs les plus sensés en fonction des pays/régions



PUBLIEZ CE QUE
VOUS PAYEZ

- Réfléchir plus profondément aux moyens d'intégrer l'apprentissage dans les plans, y compris la théorie de changement

CM a invité les participants à faire part de toute nouvelle information en relation avec la Covid-19 qui pourrait intéresser le Conseil mondial.

JW a mentionné la publication de plusieurs évaluations pays (Tanzanie, Ghana, Guyane, Mexique, Colombie, Liban, Ouganda, Mongolie, Pérou), qui seront régulièrement mises à jour.

SR a indiqué que le secrétariat réétudiait son financement de base pour 2020 et ses options pour réorienter les fonds qui avaient été affectés aux réunions régionales qui ne peuvent plus avoir lieu, de manière à en faire profiter directement les coalitions sous forme de mini subventions. Ce processus est en cours de discussion et toute éventuelle subvention devrait survenir d'ici la fin août, voire plus tôt.

Le Conseil mondial a abordé la possibilité d'ouvrir ses appels aux membres, qui pourraient y participer en tant qu'observateurs (comme c'est le cas avec les réunions du conseil d'administration de l'ITIE), d'autant que cela n'impliquerait aucun coût supplémentaire tant que ces réunions sont organisées virtuellement.

FIN.